

Discours de Paul-Henri Spaak: le plan Marshall (Luxembourg, 13 mars 1948)

Source: Conférence sur la politique internationale / Paul-Henri Spaak.- Luxembourg: CLT-UFA [Prod.], 13.03.1948. CLT-UFA, Luxembourg. - (11:38, Montage, Son original).
CLT-UFA, 45, Boulevard Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg.

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_paul_henri_spaak_le_plan_marshall_luxembourg_13_mars_1948-fr-67396ec5-4420-4bd7-ab09-6c874de7a113.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Discours de Paul-Henri Spaak: le plan Marshall (Luxembourg, 13 mars 1948)

Le Plan Marshall, je crois qu'il faut en parler et qu'il faut en parler souvent, au risque de se répéter, et qu'il faut risquer de dire aux gens des choses qu'ils connaissent mais qu'ils doivent connaître clairement, car le Plan Marshall, c'est – comme je le disais tout à l'heure – un sujet passionnant de politique extérieure et, je suppose que c'est comme ça au Luxembourg aussi, un sujet passionnant de politique intérieure, toute personne étant partisan du Plan Marshall, étant aux yeux des communistes un valet de l'impérialisme et du capitalisme américain. Qu'est-ce que c'est que le Plan Marshall? Et bien, pour le combattre, généralement ceux qui en sont adversaires se servent de la déclaration qu'a pu faire un journaliste de San Francisco ou un journaliste de Chicago, ou l'un ou l'autre homme politique américain ou financier américain, et toutes ces déclarations sont possibles dans un pays où règne la liberté de la presse, mais elles n'ont pas généralement eu une importance très grande. Pour savoir ce que c'est que le Plan Marshall, le mieux, me semble-t-il, c'est de s'adresser au Général Marshall lui-même et de lui demander quelle est la conception de sa politique et comment il entend l'exécuter. Le Général Marshall a fait un discours au mois de juin à Harvard, à l'Université de Harvard, dans lequel il a dit trois choses qui ne peuvent pas être séparées si l'on veut étudier honnêtement sa pensée, trois choses qui sont serrées les unes aux autres, qui doivent être comprises et examinées ensemble. Le Général a d'abord fait une description de l'état économique de l'Europe et il a constaté, en juin 1947, que l'Europe qui avait été occupée, que l'Europe qui avait été ravagée se relevait extrêmement lentement, que les obstacles à sa résurrection étaient extrêmement difficiles à vaincre et à surmonter, que l'industrie avait été bouleversée, que l'agriculture avait été désorganisée, que les finances avaient été ravagées par la guerre et par l'occupation et qu'en réalité, il existait un manque de puissance économique et un manque de ressources en Europe qui entravait profondément sa résurrection. Mesdames et Messieurs, cette constatation, hélas, est exacte. Cette constatation était exacte au mois de juin 1947. Cette constatation, en ce qui concerne son ampleur et sa gravité doit être multipliée aujourd'hui par un important multiplicateur si l'on se place dans la situation de mars 1948. Je ne vais pas allonger indéfiniment cette conférence en vous disant quelles sont les raisons qui me permettent de dire que si l'aide américaine à l'Europe ne vient pas et ne vient pas rapidement – et quand je dis «ne vient pas rapidement», j'entends dans les semaines qui viennent ou dans les tous prochains mois qui viennent – je suis malheureusement convaincu que la plupart des pays d'Europe risque de connaître au cours de cette année encore une situation économique et sociale qui pourrait être plus grave que la situation la plus grave connue pendant les années de guerre et pendant les années d'occupation. L'aide américaine pour la reconstruction de l'Europe est une aide absolument indispensable, est une aide urgente et est une aide qui, si elle se produit, avec un volume suffisant et une rapidité suffisante peut alors transformer rapidement la situation et nous permettre d'envisager l'avenir avec un réel sentiment d'optimisme. Ce que le Général Marshall a donc dit à Harvard sur la situation économique européenne était et est encore, malheureusement, tragiquement vrai. Ayant fait cette constatation, le Général dit: «Il faudrait que l'Europe – et à ce moment-là il entendait toute l'Europe, aussi bien l'Europe occidentale que l'Europe de l'Est –, il faudrait que toute l'Europe se mette à collaborer, que tous les pays d'Europe fassent l'inventaire de leurs besoins, que tous les pays d'Europe fassent l'inventaire de leurs ressources, qu'ils essayent de mettre ces ressources ensemble pour donner plus d'efficacité à leur travail, à leur production, pour se venir en aide les uns les autres. Et quand les pays européens – c'est ce qui est essentiel dans le Plan Marshall –, quand les pays européens auront fait leur plan de reconstruction commune, pour suivre non pas une politique de sauvetage individuel, mais pour suivre une politique de sauvetage collectif, alors qu'ils présentent ce plan aux Etats-Unis d'Amérique et je puis promettre – disait-il, à Harvard – que ce plan sera examiné dans un esprit compréhensif et dans un esprit généreux et que les Etats-Unis d'Amérique viendront au secours de l'Europe.» Messieurs, tout cela doit être pris dans son ensemble. Tout cela, c'est la politique du Général et c'est cette politique qu'il a confirmé dans les discours par lesquels il a défendu devant les commissions des Affaires étrangères du sénat américain, le projet de loi qui doit donner vie au Plan Marshall. L'objection, c'est – je vous le disais tout à l'heure – qu'en adhérant au Plan Marshall, on se fait les valets de l'impérialisme et du capitalisme américains. Dans quels termes le Général Marshall a-t-il défendu devant la commission du sénat américain son plan? Ses termes méritent d'être rappelés. Il disait: «Nous avons déclaré de bien des façons que l'aide américaine ne sera pas utilisée pour s'immiscer dans les droits souverains de ces nations et dans leur propre responsabilité de l'élaboration de leur propre salut. Je ne peux trop insister sur ma profonde conviction que l'aide que nous fournissons, ne doit pas être liée à des conditions qui, en fait, détruiraient toute la justification morale de notre aide coopérative, tendant à une association avec l'Europe. Nous avons à faire à des gouvernements

démocratiques. En tant que gouvernements démocratiques, ils sont responsables, comme notre gouvernement, vis-à-vis des peuples de leurs pays et nous ne voudrions pas qu'il en fut autrement. Nous ne pouvons obliger aucun gouvernement démocratique à contracter des obligations ou à accepter des conditions qui vont à l'encontre des sentiments nationaux ou fondamentaux de son peuple. Ce programme exige une libre coopération parmi les nations respectant mutuellement leur sincérité de but en une tentative commune, coopération qui, nous l'espérons, survivra longtemps à la période de l'aide américaine. La suggestion initiale du 5 juin dernier, le concept de l'assistance américaine à l'Europe a été basé sur les prémices que l'initiative et la coopération européennes sont des conditions premières au relèvement européen. Qui peut voir dans des mots, dans des phrases comme celles-ci l'expression d'un impérialisme quelconque? Je n'hésite pas à déclarer, sans flatterie et sans flagornerie, que ces mots sont l'expression d'une pensée généreuse, d'une pensée utile, d'une pensée sage. On me dit: «Pour accepter le Plan Marshall, vous devez accepter des conditions politiques.» Je réponds: «Il n'en est rien!» Il n'y a pas de conditions politiques au Plan Marshall. Bien entendu, le Plan Marshall est un élément d'une politique américaine d'ensemble. Le Plan Marshall n'est pas seulement un acte de générosité du peuple américain ou du gouvernement américain. Retournons un peu en arrière, au temps de la prospérité européenne, et demandons-nous combien de fois les gouvernements européens, dans leur politique internationale, ont agi seulement, ou auraient agi seulement, par générosité? Je crois que le bilan sera rapidement fait et que généralement les peuples n'agissent pas seulement par générosité, mais il y a des moments où la générosité d'un peuple, la générosité réelle d'un peuple, coïncide avec son propre intérêt bien compris et c'est ce qui se passe pour le moment aux Etats-Unis et spécialement au Plan Marshall. Oui, il n'y a pas de conditions politiques, mais bien entendu le Plan Marshall a un but. Le Plan Marshall est fait dans un certain sens et pour un certain effet. Et quel est ce but du Plan Marshall? Je ne crois pas qu'il faut essayer de le cacher, je crois qu'il faut essayer de dire la vérité qui apparaît clairement. Le but du Plan Marshall, c'est d'espérer que l'Europe, n'étant pas plongée dans la misère et dans le chaos, échappe au Communisme. Je crois qu'il faut le dire. Je crois qu'il faut le dire franchement. Je crois qu'il ne faut pas s'en cacher et, quant à moi, je ne vois pas pourquoi je m'en cacherais, car un plan qui doit faire échapper l'Europe au Communisme est un plan auquel je puis donner mon approbation absolument complète. Je n'entends pas juger le Communisme du point de vue historique et je n'entends pas me poser, ni surtout résoudre la question de savoir si, pour certains pays, l'étape du Communisme est une étape nécessaire et une épreuve. Ce dont je suis convaincu, c'est que les pays de l'Europe occidentale n'ont aucun besoin de subir cette épreuve et je suis convaincu que les démocraties parlementaires, basées sur les libertés publiques, sur le respect de la personne humaine, sont capables de résoudre les problèmes qui se posent, de faire la politique de progrès économique qui doit être une politique d'après-guerre et de faire aussi une politique de justice sociale. (*applaudissements*) Nous ne sommes pas placés devant le dilemme d'un choix entre la liberté et le progrès social et c'est pour cette raison que nous avons le droit – et j'ajoute que nous avons le devoir – de combattre les doctrines communistes qui veulent nous faire payer le progrès social de l'abandon de nos libertés, un problème qui ne se pose pas chez nous.